

# Cet été, Michel devrait partir à la recherche de 2,66 milliards

**Le rapport du Comité de monitoring est tombé. Livrant une lecture à deux niveaux. L'addition 2019 démarre à 2,66 milliards, mais pourrait s'avérer nettement plus costaud.**

**BENOÎT MATHIEU**

Voici donc l'heure de vérité budgétaire pour le gouvernement Michel. Le couperet, c'est le rapport remis par le Comité de monitoring, ce club de hauts fonctionnaires qui analyse et agrège les données fournies par les administrations de tous bords, afin de déterminer l'ampleur du tour de vis à donner, histoire de coller à la trajectoire budgétaire remise à la Commission européenne en avril dernier, dans le cadre du Programme de stabilité 2018-2021.

Que savait-on déjà? Qu'à l'heure de remettre cette feuille de route à l'Europe, Michel avait sa petite idée du parcours qu'il lui restait à parcourir afin de renouer avec l'équilibre structurel (c'est-à-dire nettoyé des effets de la conjoncture et des mesures non récurrentes) en 2020. À savoir environ 5,7 milliards d'euros, à économiser sur 2019 et 2020. Par la Belgique dans son ensemble, même si la charge pèse essentiellement sur l'Entité I (Fédéral et Sécu) et relativement peu sur l'Entité II (Régions, Communautés et pouvoirs locaux) – cette dernière ne présentant qu'un déficit de 0,11% du PIB (soit un petit 500 millions) à combler en deux ans.

On savait encore que le Bureau fédéral du plan, fournisseur officiel de prévisions pour le budget, s'était montré nettement plus pessimiste fin juin, en s'alignant plutôt sur l'humeur strictement conservatrice de l'Europe que sur l'optimisme, parfois

un brin forcé, de Michel. L'addition se montrait forcément plus salée: 8,4 milliards d'ici 2020, dont 4,6 milliards pour boucler le budget 2019.

Nous y voilà: qu'en dit le Comité de monitoring – qui, pour rappel, ne se penche qu'au chevet de l'Entité I? La réponse n'est pas si simple qu'il n'y paraît. Commençons par le plus carré. À l'horizon 2020 et à politique inchangée, le Fédéral devra mettre la main sur 6,68 milliards. Tel est le prix du retour à l'équilibre structurel, à déboursier en deux ans. À plus court terme, afin que son épure 2019 respecte ses engagements, Michel doit dénicher 2,66 milliards.

## Cassandra, le Plan?

Pas vraiment une tuile pour le gouvernement, parce que dans ses rangs, on s'attendait à une douloureuse approche des 2,59 milliards. Et plutôt éloigné des chiffres du Plan – de quoi reléguer celui-ci au rôle de Cassandra?

Sauf que les choses ne sont pas si simples. Quand les chiffres de l'un ne collent pas avec ceux de l'autre, deux options: soit il y a un farfelu dans la bande, soit il y a une explication logique. Que voici. Le Monitoring s'appuie sur une série d'hypothèses, dont certaines ont l'air assumées. Comme le fait de tenir compte, contrairement au Plan, des effets retours liés à certaines mesures, portant notamment sur les starter jobs, l'e-commerce ou la responsabilisation des employeurs et employés en termes d'incapacité. Il n'a pas non plus été tenu compte du surcoût (61,2 millions) lié à l'asile et la migration, ni du paiement, par Belfius, d'un éventuel dividende intérimaire.

Par contre, il semble évident que le Comité de monitoring a perdu

tout ou partie de son indépendance politique. Michel lui a tordu le bras afin qu'il intègre certaines de ses propres hypothèses – ce qui n'a pas empêché les hauts fonctionnaires de rouspéter en faisant usage de caractères gras et/ou soulignés. Trois points à signaler, qui font office d'autant de doutes planant sur les conclusions de ce rapport.

## Michel a tordu le bras du Monitoring

Un: les versements anticipés, dont on sait qu'ils ont explosé depuis la réforme de l'impôt des sociétés et le doublement de la sanction pour paiement tardif. Pour l'Europe et le Plan, il s'agit entièrement d'un «one shot», et même la BNB, qui tablait initialement sur un «taux de récurrence» de 40%, a revu celui-ci fortement à la baisse, écrit le Monitoring. Qui a été tenu de chausser les lunettes gouvernementales et de qualifier ce bond de structurel à hauteur de 50%. Tout en ne se laissant pas entièrement faire, puisqu'il a chiffré le coût lié à cet optimisme michélien: 1,8 milliard.

Deux: le tax shift, pour lequel une correction technique a été refourguée, façon patate chaude, de l'Entité I à l'Entité II, sans pour autant que cette dernière ne l'intègre dans ses comptes. Pour 2019, on parle de 523 millions en goguette.

Trois: du côté des soins de santé, l'Inami prévoit un dépassement de 503 millions en 2019 – afin de l'éviter, des mesures vont devoir être prises.

Additionnez toutes ces incertitudes, et vous passez tout de même, pour 2019, de 2,66 à 5,48 milliards. Les deux faces d'une même pièce, dont on sait déjà que Michel optera pour la plus brillante.

**1,8**  
**milliard €**

**Si le bond des versements anticipés n'est pas à 50% structurel, comme le prétend Michel, l'effort à réaliser risque de s'en trouver alourdi de 1,8 milliard.**